

matière de politique étrangère se manifestera probablement à l'égard de questions économiques dans le cadre de la CEE. M. Tindemans, premier ministre de Belgique, a laissé entendre qu'il existait des possibilités de changement lorsqu'il déclarait récemment que «le sort de l'Europe est entre les mains de la France». Mais il reste voir si M. Giscard d'Estaing pourra, dominant son penchant pour les solutions techniques, conduire la France à l'unification européenne par une voie moins prosaïque.

Il est difficile de calculer les chances de succès de l'initiative française face aux dures réalités de la situation économique

mondiale. Comme le faisait observer *Le Monde*, le 3 juillet, «comment unir des économies quand il ne s'agit plus de partager les bénéfices d'une expansion certaine mais de répartir le déficit d'un ralentissement inévitable?» L'approche économique empruntée par M. Giscard d'Estaing est-elle venue trop tard dans l'histoire moderne de son pays? Impossible de répondre avec certitude à cette question. Il est à espérer toutefois que le conservatisme dynamique de M. Giscard d'Estaing ne se terminera pas en «profil perdu», pour emprunter une expression au dernier roman de M^{me} Françoise Sagan.

L'Ostpolitik et la succession de M. Brandt

par Robert Spencer

Dans un bref article publié il y a deux ans dans cette revue, j'ai tâché de faire le bilan de l'Ostpolitik de Willy Brandt et de dégager certaines de ses conséquences tant pour l'Allemagne de l'Ouest que pour le monde occidental. On semblait alors avoir franchi deux grandes étapes de la mise en œuvre des politiques adoptées après les élections de septembre 1969 et l'avènement de la coalition des partis social-démocrate et libéral. Des traités de non-agression, garantissant le respect des frontières existantes, avaient été conclus

Le professeur Spencer est membre du département d'histoire de l'Université de Toronto depuis 24 ans et spécialiste de l'histoire et de la politique allemandes. En plus de ses travaux de recherche et de ses cours, M. Spencer est doyen adjoint des études supérieures à l'Université. Il est co-rédacteur de la revue trimestrielle de l'Institut canadien des affaires internationales, l'International Journal. Il a examiné les conséquences de l'Ostpolitik pour l'Europe dans un article paru antérieurement dans Perspectives internationales (septembre-octobre 1972). Le présent article n'engage que l'auteur.

avec Moscou et Varsovie, et des accords restreints concernant les déplacements avaient été signés avec l'Allemagne de l'Est (République démocratique allemande) à la suite de l'accord quadripartite relatif à Berlin. Restaient à conclure des traités visant à normaliser les relations avec la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie; par-dessus tout, les négociations se poursuivaient toujours en vue de la signature du *Generalvertrag*, traité de portée générale qui devait régir les relations entre Bonn et Berlin-Est (et sanctionner incidemment la division de l'Allemagne).

Au cours de la bataille parlementaire axée sur l'approbation des traités avec l'Est, la faible majorité qui soutenait les politiques Brandt-Scheel s'était progressivement effritée. Au début de l'automne de 1972, le chancelier Brandt faisait face à une élection que chacun considérait comme critique mais dont personne ne se sentait en mesure de prédire le résultat avec certitude. Quelle qu'en soit l'issue, on était généralement d'avis que le verdict serait serré. Et l'avenir de l'Ostpolitik de Brandt semblait mis en jeu.

Les élections du 19 novembre 1972 (tenues après que M. Brandt eut provoqué